Royaume-Uni : le chef de l’Église anglicane qualifie de «moralement inacceptable» le projet de loi sur l’immigration

10/05/2023 à 18h54



Le chef spirituel de l’Église anglicane Justin Welby a vivement critiqué mercredi le projet de loi controversé sur l’immigration illégale du gouvernement britannique, le qualifiant de «moralement inacceptable».Ce projet vise à restreindre drastiquement le droit d’asile aux migrants arrivés illégalement, le plus souvent en traversant la Manche en bateau.

Devant la chambre des Lords qui étudie le texte et dont il est membre, Justin Welby, l’archevêque de Canterbury, a appelé le premier ministre conservateur Rishi Sunak à revenir sur ce projet de loi.

Il vise à restreindre drastiquement le droit d’asile afin de mettre fin aux traversées illégales de la Manche. Il rend de fait inaccessible l’asile aux migrants arrivés illégalement, le plus souvent en traversant la Manche en bateau pneumatique.

Il prévoit l’expulsion rapide des migrants arrivés

illégalement et leur interdit de demander l'asile et, ultérieurement, de s'installer au Royaume-Uni ou de demander la nationalité britannique. Il facilite aussi la détention des migrants jusqu'à leur expulsion vers un pays tiers jugé sûr, comme le Rwanda.

«J'*exhorte le gouvernement à reconsidérer une grande partie du projet de loi, qui n'est pas à la hauteur de notre histoire, de notre responsabilité morale et de nos intérêts politiques et internationaux*», a déclaré Justin Welby. «*Il est moralement inacceptable et politiquement impraticable de laisser les pays les plus pauvres faire face seuls à la crise*», a poursuivi Justin Welby, le plus haut dignitaire de l'Église anglicane au Royaume-Uni depuis 2013.

Le projet «risque de porter gravement atteinte aux intérêts et à la réputation du Royaume-Uni (…), sans parler des intérêts de ceux qui ont besoin de protection». L'archevêque de Canterbury, qui a couronné le 6 mai Charles III et son épouse Camilla, a accusé le gouvernement de «cruauté».

Dans le quotidien The Times, la ministre de l'Intérieur Suella Braverman a défendu ses «mesures robustes». «*Nous demandons instamment à la chambre des Lords* (…) d*e se rappeler que le projet de loi est conçu pour répondre à la volonté du peuple britannique d'une manière humaine et équitable et de soutenir le projet de loi*», a-t-elle écrit, dans un texte cosigné avec le ministre de la Justice Alex Chalk.

Rishi Sunak a fait de la lutte contre l'immigration illégale une priorité après une année 2022 où les arrivées de migrants sur de petites embarcations via la Manche a dépassé 45.000, un record. Son projet de loi a été critiqué par de nombreuses organisations internationales.

La commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatovic, a appelé les parlementaires britanniques à s'y opposer, dénonçant son «incompatibilité» avec les

obligations internationales du Royaume-Uni.

Le Figaro